



Microfinance glocalisée et performance des microentreprises dans la région Diana (Madagascar) : effets sur le chiffre d'affaires, emploi et inclusion féminine

Glocalized microfinance and microenterprise performance in DIANA (Madagascar): revenue, employment and gender inclusion

Mariella BEHITA

Université d'Antsiranana, Madagascar

Email : mariellabehita@gmail.com

Orcid id : <https://orcid.org/0009-0009-9735-4967>

Résumé : Dans un contexte où les institutions de microfinance (IMF) évoluent à la croisée de logiques financières globales et de réalités économiques locales, leurs interventions doivent conjuguer adaptation aux vulnérabilités territoriales et conformité aux exigences de rentabilité et de standardisation. L'objectif de cet article est d'étudier l'impact de la microfinance glocalisée sur la performance des microentreprises au Nord de Madagascar, plus précisément la région DIANA¹. L'étude repose sur une enquête quantitative menée auprès de 364 microentrepreneurs bénéficiaires d'un microcrédit dans les quatre districts de la région (Diégo-Suarez, Ambilobe, Ambanja et Nosy-Be). Elle mobilise des tests statistiques (t apparié, ANOVA, Welch) afin d'évaluer l'impact du crédit sur trois dimensions : la croissance du chiffre d'affaires, la création d'emplois et l'inclusion économique des femmes. Les résultats mettent en évidence un effet limité sur le chiffre d'affaires, et un impact plus significatif sur la création d'emplois, bien que ceux-ci demeurent majoritairement informels et précaires. L'analyse différenciée du genre révèle que les femmes bénéficient d'une dynamique économique plus favorable, sans pour autant échapper à des obstacles structurels liés à leurs conditions sociales et aux caractéristiques de leurs activités.

Mots-clé : Microfinance, Microentreprise, Glocalisation, Performance.

Abstract : In contexts where microfinance institutions (MFIs) operate at the intersection of global financial imperatives and local economic vulnerabilities, their actions must reconcile adaptation to territorial fragilities with compliance to profitability and standardization requirements. This article aims to assess the impact of glocalized microfinance on the performance of microenterprises in Madagascar. Based on a quantitative survey conducted among 364 microentrepreneurs who received microcredit in targeted areas, the study applies statistical tests (paired t-test, ANOVA, Welch) to evaluate the credit's effect across three key dimensions: revenue growth, job creation, and the economic inclusion of women. Findings reveal a positive but modest effect on turnover, and a more significant impact on employment dynamics, although most jobs created remain informal and unstable. Gender-disaggregated analysis highlights that female entrepreneurs tend to benefit more from microcredit in terms of economic outcomes. However, these gains are constrained by persistent structural barriers related to their social positioning and sectoral specialization. This study suggests that while microfinance contributes to economic inclusion, especially for women, its transformative capacity remains limited without complementary structural and institutional support.

Keywords: Microfinance, Microenterprise, Glocalization, Performance.

¹ DIANA : Région Nord de Madagascar qui regroupe quatre districts tels que Diégo-Suarez, Ambilobe, Ambanja et Nosy-Be.

Introduction

La microfinance s'inscrit depuis plusieurs décennies au cœur des stratégies de développement comme un levier de lutte contre l'exclusion financière et de promotion de l'entrepreneuriat populaire. Elle s'est progressivement imposée comme une réponse à l'incapacité des systèmes bancaires classiques à financer les populations à faibles revenus, notamment les femmes, les jeunes, et les travailleurs du secteur informel ou rural. Toutefois, son essor mondial a entraîné une transformation progressive de ses fondements. Pour Gentil & Servet (2002b, p. 738), la microfinance est devenue un espace de confrontation entre différentes conceptions du développement : pour les uns, elle révèle le potentiel entrepreneurial des exclus du crédit ; pour d'autres, elle constitue un mécanisme d'émancipation pour les couches populaires soumises à des dépendances multiples.

Ce processus d'institutionnalisation a aussi été marqué par une forme d'hybridation ou de glocalisation, où les modèles solidaires initiaux ont été progressivement intégrés aux logiques globalisées de performance, de rentabilité et de professionnalisation (Gentil & Servet, 2002). Dans cette dynamique, les IMF doivent répondre à des impératifs de soutenabilité financière tout en opérant dans des contextes caractérisés par une informalité massive, une vulnérabilité économique structurelle et une faible éducation financière.

C'est dans cette logique que cette étude tente de répondre à la question suivante : « Quels sont les impacts des politiques de microfinance globale sur les performances financières et l'inclusion économique des femmes au niveau local ? » C'est à cette interrogation que la présente étude entend répondre. À partir d'une enquête quantitative menée auprès de 364 microentrepreneurs bénéficiaires de microcrédit, l'analyse évalue l'impact du microcrédit sur deux dimensions fondamentales de la performance : la croissance du chiffre d'affaires et la création d'emplois. Elle examine également les écarts observés selon l'âge, le genre et les secteurs d'activité, afin de mieux comprendre les dynamiques d'inclusion économique dans un contexte marqué par la tension entre logiques globales de rentabilité et réalités locales de vulnérabilité.

1. Revue de la littérature

Afin de théoriser les impacts distincts de la microfinance sur l'efficacité des microentreprises dans la région DIANA, cette revue de littérature examine l'évolution historique et les transformations structurelles du secteur. Elle se structure autour de trois axes : l'origine et la mondialisation de la microfinance, l'émergence du concept de glocalisation comme réponse aux tensions entre global et local, et enfin les impacts de cette glocalisation sur les dynamiques entrepreneuriales.

1.1. Cadre théorique

En creusant l'origine de la microfinance, elle est née d'une logique de réponse locale, face à l'échec des systèmes bancaires traditionnels à répondre aux besoins des populations économiquement vulnérables. Historiquement, les institutions financières formelles reposent sur un principe d'exclusion, établi sur l'incapacité des populations pauvres à offrir des garanties, sur l'irrégularité de leurs revenus et sur la précarité structurelle de leurs activités. Cette exclusion touche particulièrement les femmes, les agriculteurs, les travailleurs informels et les populations rurales. C'est dans ce contexte que Muhammad Yunus, économiste bangladais, initie en 1976 une expérience innovante en proposant un système de crédit sans garantie. En effet, le modèle du Grameen Bank repose sur trois fondements essentiels. Premièrement, contredisant la notion que le crédit est un outil neutre, la Grameen Bank soutient que le crédit est une source de pouvoir social et économique, car il crée un droit aux ressources, affirmant ainsi que l'accès au crédit devrait être considéré comme un droit humain fondamental. Deuxièmement, contrairement à l'idée reçue en économie selon laquelle les

entrepreneurs forment un groupe sélect et rare, le modèle Grameen postule que tous les êtres humains possèdent un potentiel illimité et une créativité intrinsèque, faisant d'eux des entrepreneurs potentiels. Le troisième fondement rejette la croyance selon laquelle le capitalisme repose uniquement sur la maximisation du profit, en démontrant qu'il est possible de créer des entreprises capitalistes durables qui maximisent à la fois les rendements financiers et les rendements sociaux.

Très rapidement, le succès du modèle du Grameen Bank attire l'attention des institutions de développement et des bailleurs internationaux. Dès les années 1980, la microfinance devient un outil promu par des organisations comme la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), le CGAP (Consultative Group to Assist the Poor) et de nombreuses ONG internationales. Ce processus de diffusion globale est directement lié aux dynamiques de la mondialisation économique et financière. C'est pour cette raison que Helms (2006, p. 29) souligne que « La microfinance s'intègre progressivement dans le paradigme de l'inclusion financière, perçue comme un levier stratégique du développement ». Dans cette perspective, l'accès aux services financiers (crédit, épargne, assurance ou transferts) est considéré comme un moyen essentiel pour renforcer l'entrepreneuriat, améliorer la résilience économique des ménages pauvres et stimuler la croissance économique locale.

Ce passage du modèle local au phénomène global s'accompagne d'une transformation profonde de la microfinance, qui passe d'un dispositif social et solidaire à un secteur intégré dans le marché financier international. Cette mutation se traduit par une professionnalisation croissante des institutions de microfinance, qui adoptent des systèmes de gestion sophistiqués, des normes comptables internationales et des dispositifs de gouvernance alignés avec les standards financiers globaux. Elle s'opère également par l'entrée massive d'acteurs privés, notamment des investisseurs à impact, des fonds d'investissement et des banques commerciales, qui perçoivent la microfinance comme un secteur attractif, combinant rentabilité économique et impact social. Cette évolution conduit aussi à la financiarisation du secteur, avec la titrisation des portefeuilles de microcrédits, la cotation de certaines IMF sur les marchés financiers et l'adoption d'indicateurs de performance largement inspirés du secteur bancaire classique.

Cette transformation de la microfinance génère des tensions profondes. Pour Gentil & Servet, (2002a, p. 732) : « La microfinance est de plus en plus reconnue comme un levier efficace de développement, qui desserrent les contraintes financières et élargissent la gamme des possibles. Toutefois, elle n'est qu'un élément important qui doit entrer en synergie avec d'autres facteurs pour obtenir des changements durables ». Elle doit continuer à comprendre les réalités sociales du terrain, tout en adoptant des outils, des modèles de gestion et des normes venus de la finance globalisée.

Face aux tensions générées par la mondialisation de la microfinance, le concept de glocalisation constitue une grille d'analyse particulièrement heuristique. Il permet d'appréhender les recompositions des pratiques de microfinance à l'intersection de normes globales de gestion et de contraintes locales de mise en œuvre. Concrètement, cette glocalisation se manifeste par la coexistence de deux logiques. D'abord, les institutions de microfinance (IMF) adoptent les outils de pilotage standardisés issus de la finance internationale : indicateurs de performance, systèmes de scoring, critères de rentabilité, exigences de viabilité financière imposées par les bailleurs. Et, elles doivent simultanément ajuster leurs dispositifs aux réalités socio-économique locales : adaptation des montants de prêts, flexibilisation des calendriers de remboursement, considérée des cycles agricoles ou des rythmes d'activités saisonnières.

Cette double logique reflète une tension permanente entre exigences de standardisation et impératifs d'ancrage local. Pour Guérin & Servet (2005, p. 91), cette hybridation ne constitue pas une juxtaposition élémentaire de logiques, mais bien un terrain de

recompositions et d'ambiguïtés profondes. Ils rappellent que les institutions opérant dans le champ de l'économie solidaire, dont fait partie la microfinance, se trouvent souvent dans une situation de « compromis instable ». Elles sont tiraillées entre la recherche de reconnaissance institutionnelle (via l'alignement sur les normes globales) et la fidélité à leurs missions sociales de proximité.

Dans cette perspective, la glocalisation de la microfinance révèle une ambivalence structurelle. D'un côté, elle permet aux IMF de sécuriser leur fonctionnement dans des contextes à risques élevés, notamment en zones rurales ou informelles, en assurant leur pérennité financière. De l'autre côté, elle opère un transfert implicite des responsabilités économiques vers les individus. Ce sont désormais les microentrepreneurs qui doivent, seuls, absorber les risques, diriger les aléas du marché et assurer la viabilité de leurs activités. Comme le soulignent Gentil & Servet (2002b, p. 742), ce processus s'inscrit dans une logique néolibérale qui valorise l'autonomie individuelle et la responsabilisation, au détriment des réponses structurelles. Il tend à dépolitiser la pauvreté, en la réduisant à une série de choix individuels plutôt qu'à une problématique systémique.

1.2. Littérature empirique

L'analyse des impacts de la mondialisation de la microfinance sur la performance des microentreprises met en évidence des effets réels, mais fortement différenciés, selon les contextes et les profils des bénéficiaires. Pour commencer l'analyse des impacts de la microfinance, on va aborder son impact sur l'entrepreneuriat en général. L'impact de la microfinance sur le développement de l'entrepreneuriat reste un sujet débattu. L'étude de Ndjambou (2010, p. 58), menée au Gabon, montre que malgré les attentes théoriques, la microfinance n'a pas significativement stimulé la dynamique entrepreneuriale locale. Selon l'auteur, l'absence de synergies avec d'autres formes de soutien (formation, accès au marché, accompagnement) limite la capacité des bénéficiaires à transformer le crédit en levier durable de croissance.

De manière plus large, Cull et Morduch (2017) soulignent que les effets de la microfinance sur le développement économique restent modestes, hétérogènes et dépendants du contexte. Dans leur analyse comparative, ils montrent que certaines expériences locales affichent des résultats positifs à court terme (hausse des revenus, développement de l'auto-emploi). Néanmoins, la microfinance peine souvent à générer des effets macroéconomiques durables ou à impulser des transformations structurelles dans les économies locales.

D'un point de vue financier, la microfinance joue un rôle significatif dans l'amélioration du chiffre d'affaires des microentreprises. L'accès au crédit permet aux entrepreneurs de renforcer leur fonds de roulement, d'augmenter leurs capacités d'achat de matières premières ou de marchandises, et de stabiliser leur trésorerie. Cet effet est particulièrement perceptible dans les secteurs à cycle économique court, comme le commerce, la restauration rapide ou les services urbains. Plusieurs études, dont celle d'Isabelle (2017, p. 58), montrent que les bénéficiaires de microcrédits enregistrent une croissance mesurable de leur chiffre d'affaires, souvent supérieure à celle des non-bénéficiaires, à court terme.

Cette amélioration de la performance financière reste cependant fragile et fortement conditionnée par la nature du secteur d'activité, par le volume des crédits accordés et par la régularité des revenus générés. Comme le souligne Isabelle (2017, p. 57), les effets du microcrédit sont nettement plus marqués dans les secteurs à cycles courts, notamment le commerce, les services et l'artisanat, où les revenus sont réguliers et les besoins en trésorerie immédiats. En revanche, dans des secteurs comme l'agriculture ou la pêche, les résultats sont plus mitigés. Ces activités sont structurellement soumises aux aléas climatiques, à la fluctuation des prix et aux effets de la saisonnalité, ce qui fragilise la rentabilité et la stabilité financière des microentreprises concernées.

La rigidité des modalités de remboursement, souvent conçues selon des logiques financières globalisées, constitue un frein supplémentaire. En effet, les échéances régulières, les taux d'intérêt fixes et l'absence de flexibilités adaptées aux cycles économiques locaux réduisent la capacité des entrepreneurs à utiliser pleinement le crédit comme levier de croissance (Helms, 2006, p. 24).

Au niveau de la création d'emplois, les résultats restent relativement modestes. D'ailleurs, d'après les études menées par Helms (2006, p. 18), la majorité des emplois générés grâce à la microfinance demeurent dans le cadre familial ou informel. Le passage vers des emplois formels, stables et déclarés reste marginal. Cette faiblesse s'explique notamment par des facteurs structurels, tels que la faible densité des marchés locaux, le manque d'infrastructures économiques, la pression fiscale informelle, mais également par l'incapacité des microentreprises à franchir un seuil critique de développement. Comme le démontrent Gentil & Servet (2002b, p. 757), le modèle glocalisé de la microfinance tend principalement à soutenir des activités de subsistance ou de survie économique. Il ne parvient que rarement à transformer ces unités en entreprises capables de produire de l'emploi à plus grande échelle.

Malgré ces limites, la microfinance occupe un rôle délicat dans l'inclusion économique des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes. Le ciblage prioritaire des femmes, hérité du modèle du Grameen Bank (Yunus, 1999), reste une constante dans les dispositifs de microfinance, notamment à Madagascar et dans la région DIANA. Comme le confirme Isabelle (2017, p. 57), les femmes utilisent ces financements pour renforcer des activités de proximité, telles que le commerce de détail, la transformation artisanale ou la restauration informelle. Ce processus contribue non seulement à l'amélioration de leurs revenus, mais également à leur autonomie économique et à une plus grande capacité de décision au sein du ménage.

2. Méthodologie

Les méthodologies ainsi que les démarches entreprises pour les collectes et traitement de données sont expliquées dans cette section. Comme le sujet concerne les microentreprises des quatre districts du Nord de Madagascar, les données recoltées concernent une sélection par quotas des entrepreneurs concernés.

2.1. Démarche méthodologique

Cette recherche repose sur une approche quantitative à visée explicative, qui vise à mesurer l'impact de la microfinance sur la performance des microentreprises dans la région DIANA à Madagascar. Cette approche permet d'établir des liens de causalité entre l'accès au microcrédit et des variables de performance économique, telles que le chiffre d'affaires, la création d'emplois et l'inclusion économique des femmes et des jeunes. Le choix de la région DIANA s'explique par la forte densité de microentreprises, souvent localisées dans le secteur informel, mais également par la présence active d'institutions de microfinance telles que OTIV, Accès Banque, ACEP, Première Agence de Microfinance, BNI KRED et NIM.

L'enquête a été conduite auprès de 364 microentrepreneurs bénéficiaires de la microfinance, sélectionnés dans les quatre districts principaux de la région : Diégo-Suarez, Ambanja, Nosy-Be et Ambilobe. Le critère de sélection des répondants repose sur deux conditions : être bénéficiaire d'un microcrédit depuis au moins six mois et exercer une activité économique en cours, qu'elle soit formelle ou informelle. Le choix des microentrepreneurs repose également sur leur appartenance aux réseaux de microfinance locale, avec une attention particulière accordée aux bénéficiaires de crédits de l'OTIV, ainsi qu'aux institutions ACEP et NIM (Nationale d'Investissement Malgache). Ces institutions jouent un rôle majeur dans l'offre de microcrédits dans la région Diana.

Par conséquent, l'échantillonnage par quotas a été adopté dans cette étude en raison de sa capacité à garantir une représentation équilibrée des sous-groupes clés au sein de la population étudiée, tout en prenant en compte les contraintes pratiques de terrain. Les quotas ont été établis en fonction de critères tels que la taille des microentreprises, la localisation des entrepreneurs dans les quatre districts de la région DIANA (Diégo-Suarez, Ambilobe, Ambanja, Nosy-Be), ainsi que la répartition par sexe et âge des entrepreneurs interrogés. Cette approche permet d'assurer une diversité représentative des expériences et des défis rencontrés par les microentrepreneurs dans leur accès au microcrédit. Les sous-groupes sont ainsi construits de manière à refléter la diversité des bénéficiaires des services de microfinance dans cette région, garantissant que les nuances locales dans l'accès au crédit et le développement entrepreneurial soient bien capturées dans l'analyse.

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un questionnaire structuré, administré en face-à-face. Ce questionnaire comprend plusieurs sections portant sur les caractéristiques socio-économiques des entrepreneurs (âge, sexe, niveau d'éducation, ancienneté de l'entreprise, secteur d'activité), les modalités de financement (montant du crédit, durée, fréquence de remboursement), et les indicateurs de performance de l'entreprise (évolution du chiffre d'affaires, nombre d'emplois créés, diversification des revenus).

2.2. Méthodes d'analyse et traitement des données

Le traitement et l'analyse des données ont été réalisés à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences), version 23. Ce choix s'explique par la robustesse de cet outil pour les analyses statistiques descriptives et inférentielles en sciences sociales. Après cela, l'analyse a été menée en plusieurs étapes. Dans un premier temps, une analyse descriptive a permis de dresser le profil socio-économique des microentrepreneurs et de caractériser leurs conditions d'accès au microcrédit. Cette étape a mobilisé des indicateurs de tendance centrale (moyennes, médianes) et de dispersion (écart-type).

Dans un second temps, des analyses bivariées ont été réalisées pour explorer les relations entre les variables indépendantes (sexe, âge, montant du crédit, secteur d'activité) et les variables dépendantes liées à la performance économique (évolution du chiffre d'affaires, nombre d'emplois créés). Les tests statistiques mobilisés comprennent le test du Chi-deux pour les variables qualitatives et le test ANOVA pour la comparaison des moyennes.

3. Présentation des résultats

Cette section présente et interprète les résultats empiriques obtenus à partir de l'enquête menée auprès de 364 microentrepreneurs. L'analyse statistique permet d'apprécier l'impact du microcrédit sur trois dimensions majeures de la performance des microentreprises : la croissance du chiffre d'affaires, la création d'emplois et l'inclusion économique des femmes. Chaque sous-partie mobilise des outils statistiques appropriés afin de dégager des tendances significatives et de nourrir la réflexion sur l'efficacité différenciée de la microfinance dans le contexte de la région DIANA.

3.1. Croissance du chiffre d'affaires

Afin d'évaluer l'impact statistique précis du microcrédit sur la croissance du chiffre d'affaires des entreprises étudiées ($N = 364$), un test t apparié (paired-samples t -test) a été réalisé. Cette méthode permet de déterminer si la différence de croissance observée avant et après l'attribution du microcrédit est statistiquement significative.

Les statistiques descriptives et la comparaison de la moyenne de la croissance du chiffre d'affaires annuels (auto-déclarés par les microentrepreneurs eux-mêmes) relatives aux deux périodes sont présentées dans le tableau suivant :

Période	Moyenne (M)	Écart-type (ET)	N
Avant microcrédit	1,43	0,679	364
Après microcrédit	1,21	0,516	364

Tableau 1. Statistique descriptive par rapport à la croissance du chiffre d'affaires (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025)

Ces résultats montrent une baisse apparente de la moyenne du chiffre d'affaires après l'attribution du microcrédit. Ainsi, dans le but d'évaluer si cette différence est statistiquement significative, les résultats du test t apparié sont synthétisés dans le tableau suivant :

Statistique	Valeur
Moyenne différence	-0,220
Écart-type de la différence	0,857
Erreur standard de la différence	0,045
Valeur du test t	-4,895
Degrés de liberté (ddl)	363
Signification statistique (p-value)	< 0,001
Intervalle de confiance (IC à 95 %)	[-0,308 ; -0,131]
Taille d'effet (d de Cohen)	-0,26

Tableau 2. Test relatif à la croissance du chiffre d'affaires (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025)

L'analyse statistique par test t apparié effectuée auprès de 364 entreprises a montré que la croissance moyenne du chiffre d'affaires après l'attribution du microcrédit ($M = 1,21$; $ET = 0,516$) est significativement inférieure à la croissance moyenne observée avant le microcrédit ($M = 1,43$; $ET = 0,679$), avec une différence moyenne négative de -0,220 ($t(363) = -4,895$, $p < 0,001$). La taille de l'effet associée à cette différence, mesurée par le d de Cohen, est de -0,26, ce qui correspond à un effet statistique d'ampleur faible à modérée. Ces résultats indiquent ainsi qu'en dépit d'une différence statistiquement robuste, l'impact réel du microcrédit sur la croissance du chiffre d'affaires des entreprises demeure modeste en pratique.

3.2. Création d'emploi

Pour analyser l'impact du microcrédit sur la création d'emplois, plusieurs approches statistiques complémentaires ont été mobilisées. Nous avons notamment procédé à une analyse appariée, en comparant le nombre d'emplois existants avant l'octroi du microcrédit aux emplois supplémentaires créés après. Le tableau ci-dessous présente les statistiques descriptives de ces deux périodes.

Période	Moyenne (M)	Écart-type (ET)	N
Nombre d'emplois avant le microcrédit	0,36	0,570	364
Emplois supplémentaires après le microcrédit	0,75	0,916	364

Tableau 3. Statistiques descriptives par rapport à la création d'emploi (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025)

Ces premières statistiques révèlent une moyenne d'emplois plus élevée après l'attribution du microcrédit. Toutefois, cette comparaison brute ne suffit pas à conclure sur l'existence d'un effet réel. Pour tester formellement si cette différence est statistiquement significative, un test t apparié a été réalisé. Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau suivant.

Statistique	Valeur
Différence moyenne (avant - après)	-0,387
Écart-type de la différence	0,626
Erreur standard	0,033
T	-11,800
Ddl	363
p-value	< 0,001
Intervalle de confiance à 95 %	[-0,452 ; -0,323]
Taille d'effet (<i>d</i> de Cohen)	-0,62

Tableau 4. Test relatif à la création d'emploi (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025)

Le test statistique révèle une différence significative entre le nombre d'emplois avant l'attribution du microcrédit et les emplois supplémentaires créés après ($p < 0,001$). La taille d'effet, mesurée par le *d* de Cohen ($d = -0,62$), correspond à une ampleur modérée à forte, indiquant que la différence entre les deux périodes est non seulement significative sur le plan statistique, mais également pertinente en termes d'effet observé. En d'autres termes, l'écart mesuré reflète une modification substantielle de la dynamique d'emploi parmi les bénéficiaires du microcrédit.

Toutefois, la valeur négative de la différence moyenne et donc du *d* de Cohen indique que les emplois supplémentaires créés après le microcrédit restent en moyenne inférieurs au nombre d'emplois existants avant. Ce résultat nuance l'idée que le microcrédit aurait systématiquement stimulé la création nette d'emplois. Il suggère au contraire que, bien que l'intervention financière ait eu un effet réel et mesurable, celui-ci n'a pas conduit, en moyenne, à une augmentation significative du volume d'emploi dans les entreprises étudiées.

3.3. Inclusion économique des femmes

Ce mécanisme financier vise à intégrer les groupes marginalisés, tels que les jeunes et les femmes, dans le tissu économique en leur offrant les moyens d'améliorer leurs performances entrepreneuriales. Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes concentrés sur l'inclusion économique des femmes. L'objectif est ainsi d'analyser si la performance économique liée au microcrédit varie selon le genre des bénéficiaires. L'indicateur utilisé reste la croissance du chiffre d'affaires après l'octroi du crédit. L'analyse se déroule en plusieurs étapes, en commençant par la vérification de l'hypothèse d'homogénéité des variances, suivie de tests de comparaison de moyennes.

- Test d'homogénéité des variances (Levene)

Avant d'évaluer les différences de moyennes entre hommes et femmes, un test de Levene est réalisé afin de vérifier si les variances des deux groupes sont homogènes. Les résultats du test sont significatifs ($p = 0,000$), ce qui indique que la variabilité des performances économiques diffère selon le genre. Plus précisément, les femmes présentent une dispersion plus élevée, traduisant une plus grande hétérogénéité dans l'impact du microcrédit, tandis que les hommes ont des résultats plus homogènes. Cette absence d'homogénéité rend l'utilisation de l'ANOVA classique discutable, justifiant le recours à un test robuste.

Levene Statistic	df1	df2	Sig.
35,277	1	362	,000

Tableau 5. Test d'homogénéité des variances (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025).

- Test ANOVA classique

L'ANOVA montre que la différence entre les moyennes des deux groupes est significative ($F=17,244$, $p=0,000$). Ce qui signifie que le sexe a un effet significatif sur la croissance du chiffre d'affaires après le microcrédit. Cependant, l'ANOVA classique suppose l'homogénéité des variances, qui est violée ici, donc ses résultats doivent être interprétés avec prudence et doivent être complétés par le test de Welch.

	Sum of Squares	Df	Mean Square	F	Sig.
Between Groups	4,397	1	4,397	17,244	,000
Within Groups	92,314	362	,255		
Total	96,712	363			

Tableau 6. Test ANOVA classique (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025).

- Test de robustesse de Welch

Pour confirmer la robustesse des résultats tout en tenant compte des variances inégales, le test de Welch est mobilisé. Ce test confirme de manière plus fiable que les moyennes diffèrent significativement entre hommes et femmes ($F = 36,249$, $p = 0,000$). Ces résultats indiquent que le microcrédit est globalement plus efficace pour les femmes, qui parviennent à générer une croissance moyenne plus considérable du chiffre d'affaires.

Cependant, l'ample variabilité des résultats chez les femmes suggère que cette efficacité n'est pas uniforme. Elle pourrait s'expliquer par des différences dans les secteurs d'activité (ex. commerce, agriculture, services), la taille des entreprises ou l'expérience entrepreneuriale.

	Statistic	df1	df2	Sig.
Welch	36,249	1	109,631	,000

Tableau 7. Test de robustesse de Welch (Source : Elaboration personnelle à partir des données recueillies, 2025).

Les résultats statistiques confirment que le genre constitue un facteur différentiel significatif dans l'impact du microcrédit sur la performance économique des microentreprises. Les tests réalisés (Levene, ANOVA, Welch) convergent pour établir que les femmes bénéficiaires enregistrent, en moyenne, une croissance du chiffre d'affaires plus importante que leurs homologues masculins après l'octroi du microcrédit. Cette performance accrue peut être interprétée comme un signe d'efficacité ciblée des dispositifs de microfinance envers les femmes, notamment dans des secteurs où elles sont historiquement actives (commerce de détail, services de proximité).

Toutefois, la dispersion élevée des résultats féminins, mise en évidence par le test de Levene, indique une hétérogénéité structurelle : toutes les femmes ne tirent pas profit de manière uniforme du microcrédit. Cette variabilité s'explique possiblement par des facteurs contextuels tels que la segmentation sectorielle, les capacités entrepreneuriales différenciées, l'accès aux réseaux de soutien ou les normes socioculturelles limitant leur autonomie économique.

4. Discussion

Les résultats empiriques obtenus dans cette recherche confirment que la microfinance exerce un impact mesurable sur la performance économique des microentreprises dans la région DIANA, tout en révélant les tensions et limites structurelles liées au processus de glocalisation. Loin d'agir comme un instrument homogène de développement, la microfinance dans ce contexte oscille entre adaptation aux dynamiques locales et alignement sur les standards globaux de performance, illustrant la complexité du modèle glocalisé.

4.1. Une amélioration relative des indicateurs de performance

Les tests statistiques ont permis de confirmer un effet significatif du microcrédit sur deux indicateurs clés : la croissance du chiffre d'affaires et la création d'emplois. Toutefois, la portée réelle de ces effets demeure contrastée. Si l'augmentation du chiffre d'affaires après le microcrédit est statistiquement significative ($p < 0,001$), la taille d'effet calculée ($d = -0,26$) reste faible, suggérant que l'impact, bien que réel, est modeste. La création d'emplois, quant à elle, présente une ampleur d'effet plus élevée ($d = -0,62$), mais reste essentiellement confinée à l'auto-emploi ou à des emplois familiaux non déclarés.

Ces résultats corroborent les analyses d'Isabelle (2017, p. 50), qui soulignent que la microfinance améliore certaines dimensions de la performance financière à court terme, tout en échouant à impulser un changement structurel dans les logiques de production et d'emploi. Dans ce sens, la microfinance dans la région DIANA semble jouer un rôle de stabilisateur économique plus que de levier de transformation profonde.

4.2. Un impact différencié selon les profils des bénéficiaires

Les résultats de cette recherche confirment que les effets de la microfinance ne sont ni homogènes ni universels, mais varient sensiblement selon les profils socioéconomiques des bénéficiaires, notamment en fonction du genre. L'analyse révèle que les femmes enregistrent en moyenne une croissance du chiffre d'affaires plus significative après l'obtention d'un microcrédit. Ce constat rejoint les travaux d'Isabelle (2017, p. 58), qui mettent en évidence une corrélation positive entre accès au crédit et amélioration des revenus féminins.

Cependant, cette performance économique féminine reste marquée par une hétérogénéité prononcée, comme en atteste la dispersion des résultats. Ce phénomène, également observé par Helms (2006, p. 30), suggère que l'efficacité du microcrédit dépend de facteurs structurels : les secteurs d'activité occupés par les femmes (souvent faiblement capitalisés), leur charge domestique, et leur accès restreint à des dispositifs de formation ou de mentorat. En ce sens, la microfinance glocalisée, en cherchant à concilier inclusion sociale et impératifs de rentabilité, tend à lisser les spécificités contextuelles, au risque de reconduire des inégalités structurelles. Concernant les jeunes, les résultats convergent avec les constats de Gentil & Servet (2002b, p. 748), qui pointent la faible capacité des dispositifs financiers classiques à répondre à leurs besoins. Souvent exclus du crédit bancaire, les jeunes rencontrent des obstacles similaires : absence de garanties, faible expérience entrepreneuriale, projets à risque élevé. Bien qu'ils puissent bénéficier du microcrédit comme levier d'insertion économique, leur inclusion reste conditionnée à des adaptations plus fines des produits, tant en termes de montant que d'accompagnement.

4.2. Une inclusion conditionnelle, non transformative

Les résultats empiriques obtenus dans la région DIANA révèlent une dynamique d'inclusion économique que l'on peut qualifier d'adaptative, mais faiblement transformationnelle. En effet, bien que le microcrédit ait permis à de nombreux bénéficiaires de renforcer la gestion de leur activité et d'amorcer des trajectoires d'auto-emploi, il ne semble pas suffisant pour induire un changement structurel profond. Cette observation rejoint les conclusions d'Isabelle (2017, p. 62) qui soulignent que l'impact de la microfinance sur les microentreprises demeure souvent limité aux besoins de subsistance, sans déclencher une montée en gamme ou une formalisation de l'activité.

Cette faible portée transformationnelle s'explique par des contraintes structurelles déjà mises en évidence dans la littérature : faible densité des marchés locaux, infrastructures économiques défaillantes, pression fiscale informelle et faible accès aux dispositifs d'accompagnement (Gentil & Servet, 2002b, p. 758; Helms, 2006, p. 124-125). Ces facteurs

limitent la capacité des bénéficiaires à exploiter pleinement les opportunités offertes par le crédit.

Conclusions

Cette étude avait comme objectif de cerner la capacité de la microfinance glocalisée à concilier les impératifs de performance financière avec les besoins spécifiques des microentrepreneurs. Les premiers sont portés par la globalisation du secteur, les seconds évoluent dans des contextes marqués par la précarité, l'informel et la vulnérabilité structurelle. En mobilisant une approche empirique centrée sur la région DIANA, l'analyse a mis en lumière des effets réels mais différenciés du microcrédit sur la performance économique des bénéficiaires.

Les résultats montrent que si le microcrédit contribue à la croissance du chiffre d'affaires et à la création d'emplois, son impact demeure modeste et inégal. Les femmes et les jeunes semblent en tirer davantage de bénéfices, bien qu'ils demeurent confrontés à des contraintes structurelles et sociales qui limitent leur capacité à transformer durablement leur activité. Ces constats traduisent les limites d'un modèle de microfinance glocalisé, où l'hybridation entre normes globales et pratiques locales ne suffit pas à compenser l'absence d'un environnement entrepreneurial favorable. Ainsi, l'impact des politiques de microfinance globalisées sur les performances financières et l'inclusion des femmes apparaît ambivalent : porteur de potentialités, mais contraint par les désajustements entre normes globales de rentabilité et réalités locales. Pour dépasser cette tension, nous devons inscrire la microfinance dans une logique systémique, combinant financement, accompagnement entrepreneurial et adaptation territoriale. Une telle approche renforcerait l'effectivité de l'inclusion économique, en transformant le microcrédit en levier structurel de développement, et non en simple accès ponctuel à des ressources financières.

Références bibliographiques

- Cull, R., & Morduch, J. (2017). *Microfinance and Economic Development* (Consulté le: 03/08/2025).
- Gentil, D., & Servet, J.-M. (2002b). Entre localisme et mondialisation : La microfinance comme révélateur et comme levier de changements socio-économiques. *Revue Tiers Monde*, 43(172), 737-760 (Consulté le: 28/06/2025).
- Gentil, D., & Servet, J.-M. (2002a). Microfinance : Petites sommes, grands effets ? Introduction. *Revue Tiers Monde*, 43(172), 729-735. <https://doi.org/10.3406/tiers.2002.1649>
- Guérin, I., & Servet, J.-M. (2005). L'économie solidaire entre le local et le global : L'exemple de la microfinance. *Revue internationale de l'économie sociale: Recma*, 296, 83. <https://doi.org/10.7202/1021864ar>
- Helms, B. (2006). *Access for All : Building Inclusive Financial Systems*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-6360-7>
- Isabelle, B. (2017). Performance Des entreprises informelles en Côte d'Ivoire : Quelle contribution du microcrédit? *IOSR Journal of Economics and Finance*, 08(02), 50-64. <https://doi.org/10.9790/5933-0802015064>
- Ndjambou, R. (2010). Microfinance et développement de l'entrepreneuriat. *Revue Organisations & territoires*, 19(3), 53-60.
- Yunus, M. (1999). Microlending : Toward a Poverty-Free World. *Brigham Young University Studies*, 38(2), 149-155 (Consulté le 29/06/2025).